

# quartiers2030

Contrat de ville 2024 -2030  
Roannais Agglomération



## Table des matières

<b>PREAMBULE : FAIRE DU CONTRAT DE VILLE UN OUTIL RENOUVELE ET RENFORCE DE REPONSE AUX BESOINS ET AUX ATTENTES DES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
La politique de la ville et ses ambitions .....	4
Les nouveaux contours de la politique de la ville .....	4
La géographie prioritaire sur le territoire du Roannais Agglomération .....	5
<b>L'ARTICULATION DU CONTRAT DE VILLE AVEC LES DISPOSITIFS DE DROIT COMMUN .....</b>	<b>8</b>
<b>LES ELEMENTS CLES DE L'EVALUATION ET DES ENJEUX PAR QUARTIER .....</b>	<b>10</b>
Le bilan de la mise en œuvre du précédent contrat de ville.....	10
Enjeux par quartier.....	11
<b>4 ORIENTATIONS PRIORITAIRES POUR LES 3 QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE DE L'AGGLOMERATION ROANNAISE .....</b>	<b>16</b>
<b>Orientation n°1. Favoriser la tranquillité publique et le vivre-ensemble dans les quartiers .....</b>	<b>17</b>
<b>Orientation n°2. Mieux accompagner les jeunes et les familles.....</b>	<b>20</b>
<b>Orientation n°3. Accompagner les parcours de formation et d'accès à l'emploi des habitants des quartiers.....</b>	<b>23</b>
<b>Orientation n°4. Conforter les politiques publiques en faveur des quartiers .....</b>	<b>26</b>
<b>UNE ANIMATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE.....</b>	<b>28</b>
La gouvernance du contrat de ville.....	28
La participation citoyenne .....	30
<b>LE SUIVI ET L'EVALUATION DU CONTRAT DE VILLE.....</b>	<b>32</b>
<b>LA MISE EN ŒUVRE DE LA TFPB.....</b>	<b>33</b>
<b>LA MOBILISATION DES ACTEURS PRIVES DANS LES CONTRATS DE VILLE .....</b>	<b>35</b>
<b>SIGNATAIRES.....</b>	<b>36</b>

## Préambule : Faire du contrat de ville un outil renouvelé et renforcé de réponses aux besoins et aux attentes des habitants des quartiers populaires

Composé de plus de 100.900 habitants, Roannais Agglomération, est un territoire dynamique, situé au centre de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Depuis 15 ans, la croissance démographique de Roannais Agglomération se stabilise. La population est passée de 100.670 habitants en 2014 à 100.914 habitants en 2020. Cette **hausse de la population** intervient après des années marquées par une baisse démographique plus marquée entre les années 1980 et 1990. La ville de Roanne connaît, depuis 2020, un regain démographique, avec plus de 1 000 habitants.

Au sortir de la contractualisation politique de la ville 2015-2023, Roannais Agglomération comptait 3 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concentrés sur Roanne, représentant près de 4% de la population de l'agglomération et 11% de la population de la ville de Roanne. Le territoire comporte également 3 autres quartiers en veille active, localisés sur les communes limitrophes de Mably, Riorges et Roanne.

Roannais Agglomération se caractérise par des **disparités territoriales** et les quartiers du territoire présentent encore, des réalités économiques et sociales difficiles. La politique de la ville y constitue un enjeu stratégique.

La signature de ce nouveau contrat de ville à l'échelle de l'agglomération constitue une opportunité de réinscrire les quartiers au cœur des dynamiques de Roannais Agglomération. Les 3 QPV existants ont été repris, avec des modifications de périmètre, à la marge pour 2 d'entre eux.

Ce nouveau contrat de ville sera aussi l'occasion de **capitaliser sur les interventions réalisées précédemment dans les quartiers**. Le précédent contrat de ville a été un outil essentiel pour faire vivre une action publique de proximité et soutenir les projets des acteurs publics et des associations sur les quartiers. Plusieurs limites ont néanmoins été identifiées, dont il s'agit de tenir compte pour ce nouveau contrat de ville. Il visera à concrétiser de nouveaux principes opérationnels, pour une réponse plus efficace aux besoins des habitants :

- Une approche plus **souple** de la géographie prioritaire pour pouvoir répondre à l'ensemble des enjeux observés sur le territoire ;
- Une mobilisation renforcée des **services publics** dans les quartiers ;
- Une logique « d'aller-vers » pour mobiliser les publics en proximité ;
- La recherche d'une **mixité** des publics dans les actions ;
- Une coordination renforcée entre les moyens de « droit commun » et les actions spécifiques de la politique de la ville grâce à une coopération renforcée entre les partenaires, notamment entre les collectivités et les services de l'Etat.

## Introduction

### La politique de la ville et ses ambitions

Portée par la **loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**, dite loi Lamy, la politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité qui vise à **l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers politique de la ville** caractérisés par un « *nombre minimal d'habitants* » [1.000 habitants dans une unité urbaine d'au moins 10.000 habitants] et un « *écart de développement économique et social défini par rapport, d'une part, au territoire national et, d'autre part, à l'unité urbaine dans laquelle se situe chacun de ces quartiers* » [un revenu médian inférieur à environ 12.000€ par an] (article 5 de la loi). La politique de la ville doit également viser **une réduction des écarts de développement entre les QPV et leurs territoires d'inclusion**.

La loi Lamy identifiait trois **outils** pour atteindre ces objectifs :

- La mise en œuvre d'une **programmation annuelle** déployée sur les quartiers dans le cadre d'appels à projets, visant à améliorer le cadre de vie, la cohésion sociale, l'emploi et l'insertion
- La **mobilisation renforcée des politiques publiques dites « de droit commun »** sur ces secteurs fragilisés
- L'installation d'un **cadre de participation citoyenne ambitieux** via la création de conseils citoyens dans chaque quartier.

Cette année 2023 marque l'échéance des contrats de ville 2015-2020 – prorogés jusqu'en 2022 puis jusqu'en 2023. C'est la démarche « **Engagements Quartiers 2030** » qui annonce la prochaine génération de contrats de ville - dits « Engagements Quartiers 2030 » - dont l'objectif est de s'assouplir et de s'adapter aux évolutions des territoires en s'appuyant sur une **nouvelle géographie prioritaire** : grâce à l'actualisation des critères de revenus et de population, basés sur les données INSEE et ANCT, et après échanges avec les préfets et élus locaux.

### Les nouveaux contours de la politique de la ville

La rédaction du nouveau contrat de ville de Roannais Agglomération s'inscrit dans un **contexte national de refonte des objectifs et principes d'intervention**. Les contours de la prochaine génération de contrats ont émergé progressivement tout au long de l'année 2023 et au début de l'année 2024 au travers de plusieurs textes précisant **la définition et les attendus** de la nouvelle géographie prioritaire, de ses principes d'actions et de sa gouvernance :

- Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- Circulaire du 3 avril 2023 relative aux nouveaux contrats de ville « Quartiers 2030 »
- Circulaire du 15 mai 2023 relative à la concertation citoyenne
- Circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030
- Comité Interministériel des Villes du 27 octobre 2023
- Décrets du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville et les modalités particulières de détermination
- Instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville Engagements Quartiers 2030

La **circulaire du 31 août 2023** relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 est venue préciser le contour :

- Un **principe d'articulation renforcé du contrat de ville avec les stratégies locales et nationales**, en particulier les contrats de relance et transition écologique et les Pactes Locaux des Solidarités signés par l'Etat, les Départements et les Métropoles ;
- **L'inscription d'un volet investissement au sein du contrat de ville** - notamment pour financer des projets émanant de la concertation citoyenne - et la possibilité de s'appuyer sur la mobilisation des dotations de l'Etat et de ses opérateurs, des collectivités et leurs groupements, mais également des acteurs privés pour alimenter ce volet ;

- Une **articulation entre un volet « socle »** dédié aux thématiques transversales à l'échelle des intercommunalités et une partie dédiée aux projets spécifiques de chaque quartier ;
- La **possibilité de mobiliser une partie des crédits BOP147 (2,5% maximum de l'enveloppe départementale)**, sous conditions (co-financement), pour des projets en dehors des QPV et sur des zones de fragilités (notamment celles qui n'atteignent pas le seuil de 1.000 habitants), en rappelant qu'il s'agit **d'une option, et non d'une obligation** ;
- Un **objectif de 50% de conventions conclues en CPO<sup>1</sup>** (Convention Pluriannuelle d'Objectifs) notamment pour les actions relevant des Programmes de Réussite Educative (PRE), de cités éducatives ou portées par les associations locales de proximité répondant aux besoins des habitants ;
- Une **attention à l'anticipation de l'évaluation du contrat** sur les volets qualitatifs et quantitatifs et à la bonne communication autour des subventions versées par l'Etat.

L'instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville précise les modalités de mobilisation, de structuration et de gouvernance de ces derniers mais également suite aux travaux de la commission sur la participation citoyenne, aux conclusions tirées de l'analyse des contributions sur la plateforme numérique Quartiers 2030, et des concertations avec les élus. Trois orientations se dégagent :

- Une **mobilisation partenariale élargie** à l'échelle de chaque territoire, le maire étant au cœur de l'élaboration des contrats de ville, dans le respect des compétences des communes et des EPCI ;
- La nécessité de définir le **cadre formel de concertation** garantissant la participation des habitants durant toute la durée du contrat de ville ;
- Le caractère déterminant de l'articulation des contrats de ville avec **l'ensemble des contractualisations existantes** sur le territoire, afin d'assurer la mobilisation du droit commun.

## La géographie prioritaire sur le territoire de Roannais Agglomération

Depuis 2015, Roannais Agglomération comptait **3 quartiers prioritaires de la politique de la ville (Bourgogne, Le Parc et Mayollet)** répartis sur la **ville de Roanne**, et **3 autres quartiers dits de « veille active » l'un sur Roanne et les autres répartis sur les communes limitrophes de Mably et Riorges**. Les quartiers prioritaires regroupaient plus de **3.797 habitants** aux conditions de vie précaires. Les trois quartiers prioritaires sont situés sur le territoire de la ville de Roanne. En 2020, la commune de Roanne comptait 34 415 habitants (source : Insee RGP 2020) ; les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville représentaient **11%** des habitants de la ville de Roanne (3 797 habitants).

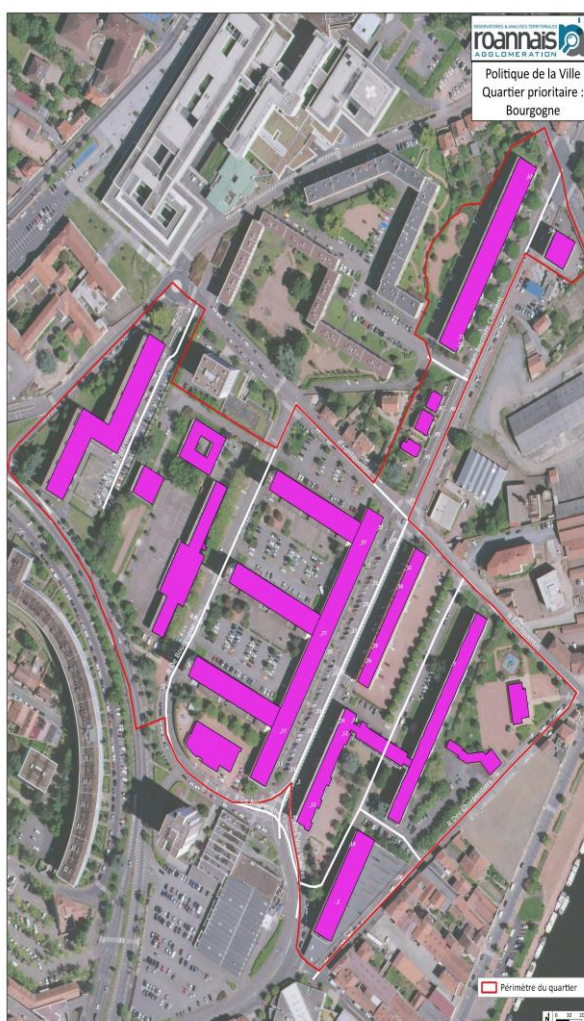
Le nouveau contrat de ville couvre ces 3 quartiers, dont les périmètres ont fait l'objet d'une actualisation basée sur la mise à jour par l'INSEE des données sur les revenus et la population datant de 2020. Les cartes ci-après, présentent les nouveaux périmètres ajustés suite au travail de révision demandé par l'Etat. Il est à noter que le quartier Mayollet a été renommé, désormais il s'appelle le quartier **Saint-Clair**.

Les nouveaux contrats de ville accordent une **souplesse dans le soutien aux interventions dans des zones de fragilités** ne répondant pas strictement aux critères de la géographie prioritaire, mais envers lesquelles un principe de solidarité territoriale peut s'appliquer. Ces zones, doivent être situées dans les communes de Roannais Agglomération. Afin de mieux tenir compte des réalités sociales et des vulnérabilités des territoires, il est ainsi possible **(mais non-obligatoire)** d'allouer, de façon circonscrite des crédits financés par le programme 147, à la condition qu'ils ne dépassent pas 2,5% de l'enveloppe départementale. Ce soutien est subordonné à un co-financement de Roannais Agglomération, voire d'autres partenaires, dans le cadre de la mobilisation de leurs politiques et dispositifs de droit commun.

---

<sup>1</sup> La signature de CPO n'empêche bien entendu pas les financeurs de procéder à une analyse régulière (par exemple annuelle) de la mise en œuvre des actions





Cette nouvelle cartographie résulte d'un travail étroit de concertation entre les services préfectoraux et les élus locaux tout au long de l'année 2023, pour que le zonage soit défini au plus près des réalités locales. Les habitants résidants dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville bénéficieront des dispositifs de la politique de la ville, notamment en matière fiscale (pour soutenir l'attractivité et le développement des quartiers urbains en difficulté, des mesures fiscales accompagnent les entreprises qui s'y installent ou y étendent leur activité. Elles concernent l'exonération de cotisation foncière des entreprises et l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties), des enjeux éducatifs, d'emplois et de développement économique ou social notamment.

Ainsi sur le territoire de Roannais Agglomération, les QPV représentent en nombre d'habitants :

<b>QPV</b>	<b>Population nouveau périmètre</b>	<b>Pour mémoire Population ancien périmètre</b>
Parc	1 200	1 190
St Clair	1 200	938
Bourgogne	1 800	1 669
<b>TOTAL</b>	<b>4 200</b>	<b>3 797</b>

**Source : ANCT**

La hausse de population dans les quartiers prioritaires est de l'ordre de 10,6% soit 403 habitants.

Plus d'informations et de précisions, comme la liste des rues par QPV, sont disponibles sur le site suivant : [SIG Politique de la Ville](#).



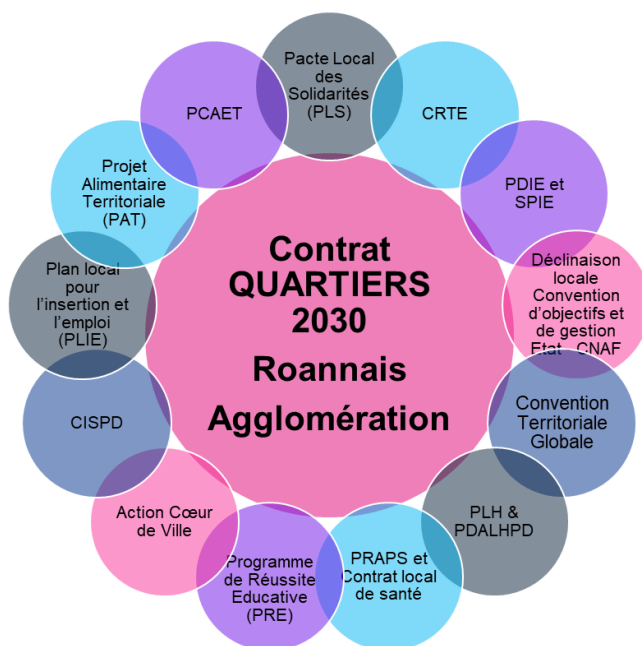
## L'articulation du contrat de ville avec les dispositifs de droit commun

Les contrats de ville sont appelés à structurer le déploiement sur les quartiers des différentes stratégies et dispositifs qui relèvent de ses thématiques et champs d'intervention, en articulation avec les dispositifs de droit commun. La **circulaire du 31 août 2023** relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 est venue en préciser le contour, et insiste notamment sur le principe d'articulation du contrat de ville avec les stratégies locales et nationales, en particulier les contrats de relance et de transition écologique et les Pactes Locaux de Solidarités signés par l'Etat, les Départements et les métropoles.

Il s'agit d'articuler, dans le champ de la politique de la ville, les dispositifs portés par l'Etat et ses opérateurs et ceux portés par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Cet enjeu d'articulation est d'autant plus prégnant que ces dispositifs et ces politiques concernent des publics rencontrant des **difficultés souvent cumulatives**, au niveau de leur insertion socio professionnelle, dans leur accès aux droits et dans un objectif plus général de prévention et de sortie de la pauvreté – dans le cadre d'une **approche globale et territorialisée**.

A ce titre, une articulation forte avec les autres cadres d'intervention, et notamment avec la mise en place de France Travail est attendue.



*CRTE : Contrat de Relance et de Transition Ecologique*

*PDIE : Projet Départemental d'Insertion vers l'Emploi*

*CNAF : Caisse Nationale des Allocations Familiales*

*PLH : Plan local de l'habitat*

*PDALHPD : Plan départemental d'action pour le Logement et l'Hébergement des personnes Défavorisées*

*PRAPS : Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins*

*CISPDP : Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance*

*PCAET : Plan climat-air-énergie*

Si le soutien financier aux porteurs de projet de la politique de la ville passe par la programmation via l'appel à projets, la mobilisation **renforcée** du droit commun doit permettre de répondre aux problématiques des quartiers prioritaires. Les enjeux relevés, en particulier autour de la sécurité et de la tranquillité publique, démontrent la nécessité de mobiliser de manière efficiente et adaptée les cadres d'intervention du droit commun (CISPDP, police municipale et nationale, bailleurs sociaux...) – dans une logique **d'appui renforcé** (quand bien même des actions sont prévues dans le cadre de l'appel à projets).



### **Mobilisation du droit commun**

Au-delà des moyens spécifiques, l'objectif est donc de mobiliser, de manière **additionnelle et renforcée**, les moyens de droit commun au profit des habitants des quartiers :

**Pour l'Etat :**

Education, emploi, justice, logement, apprentissage de la langue, santé, lutte contre les discriminations, transition écologique, culture, jeunesse et sport, politique d'intégration des migrants...

**Pour la Région :**

Développement économique, formation professionnelle, lycées, mobilités...

**Pour le Département :**

Solidarités, insertion professionnelle, jeunesse, culture, collèges, prévention spécialisée...

**Pour Roannais Agglomération :**

Petite enfance, aménagement et développement du territoire, mobilités, habitat, culture, tourisme, formation, agriculture et espaces naturels, environnement et déchets, cohésion sociale, sport,

**Pour les villes :**

Education, jeunesse, vie associative, culture, sports, CCAS, prévention...

## Les éléments clés de l'évaluation et des enjeux par quartier

### Le bilan de la mise en œuvre du précédent contrat de ville

Le contrat de ville constituera un outil au service des perspectives identifiées à l'issue de l'évaluation du précédent contrat :

- **Développer le partenariat à plusieurs niveaux :**
  - o Constituer un véritable réseau d'acteurs et de partenaires autour du contrat de ville et se donner les moyens d'animer ce réseau (rencontres thématiques sur des sujets de fonds, d'actualité dans les quartiers...)
  - o Faciliter la rencontre entre les différents porteurs de projets

*Extraits de l'évaluation du précédent contrat de ville, sur la gouvernance, le pilotage et l'animation du contrat de ville à l'échelle intercommunale et communale*

Les points positifs :	Les points faibles :
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un « binôme moteur » Agglomération/Etat qui fonctionne bien, des interlocuteurs identifiés et disponibles</li> <li>▪ Une communication fluide entre les partenaires</li> <li>▪ Un comité de pilotage qui mobilise les partenaires annuellement</li> <li>▪ Des porteurs de projets accompagnés par des interlocuteurs institutionnels impliqués et disponibles</li> <li>▪ Une audition des porteurs de projets appréciée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Une dynamique de travail en « silo » et un manque de vision globale du dispositif</li> <li>▪ Une gouvernance centrée sur l'appel à projets et un manque d'échanges de fond</li> <li>▪ Une forme de continuité, avec une présence de porteurs de projets présents chaque année et des projets reconduits régulièrement</li> <li>▪ Des porteurs de projets qui ne se connaissent pas forcément entre eux et qui n'ont pas de vision sur ce qui se fait sur le quartier où ils interviennent</li> </ul>

- **Construire une stratégie commune :**
  - o Avoir davantage d'échanges de fond, avoir une vision commune partagée des intentions dans le cadre du contrat de ville
  - o Mettre en cohérence et faire dialoguer l'ensemble des dispositifs et des politiques stratégiques en lien avec le contrat de ville
- **Mobiliser le droit commun** pour permettre la pérennisation d'actions régulièrement reconduites et sécuriser les porteurs de projets sur des actions qui fonctionnent bien. Se donner les moyens de mesurer la mobilisation du droit commun
- **Renforcer le lien avec les habitants et le terrain :**
  - o Aller vers plus de présence sur le terrain pour favoriser l'émergence de constats communs et permettre une meilleure connaissance des besoins
  - o Favoriser l'implication des habitants des quartiers pour permettre un enrichissement qualitatif du contrat de ville et pour avoir une vision de l'évolution des QPV

« La priorité, c'est de travailler la présence active sur le terrain. Il faut recréer du contact, mettre les moyens pour recréer du lien avec le terrain et les quartiers. C'est utile non seulement pour recenser les personnes en difficultés mais pour être plus à l'écoute des difficultés ».

- **Développer l'observation sur les QPV** pour en mesurer l'évolution, par la mise à jour des fiches quartiers élaborées par l'agglomération, par exemple.
- **Simplifier les démarches administratives lors de l'appel à projet**, dans la mesure du possible.

## Les thèmes prioritaires pour la prochaine contractualisation :

- Emploi
- Développement de la prévention (auprès des mineurs/jeunes majeurs, travailler avec les familles)
- Inclusion numérique
- Non recours (non-sollicitation d'une aide ou d'une prestation à laquelle une personne peut prétendre)
- Santé
- Prise en compte du contexte (précarité croissante, baisse du pouvoir d'achat)
- « Ouvrir les quartiers » et aller vers pour renouer un lien avec les quartiers avec le reste de la ville et de l'agglomération.

### Enjeux par quartier

En parallèle de la consultation des habitants lancée sur la plateforme nationale « Quartiers 2030 », Roannais Agglomération a souhaité entreprendre une démarche de concertation, dans une logique co-construction du contrat de ville avec les habitants des quartiers. Une enquête a donc été conduite dans les trois QPV : Bourgogne, Le Parc et Saint-Clair (ex-Mayollet), dans une logique d'aller-vers.

60 personnes, de 15 à plus de 80 ans, ont été interrogées au cours de cette enquête, réalisée à divers moments de la journée, à des endroits de passage sur les quartiers : square, bas d'immeuble, cafés...

Les éléments présentés ci-après sont issus de l'évaluation finale du précédent contrat de ville et de l'enquête réalisée dans les trois QPV, ainsi que des entretiens complémentaires menés auprès des services de l'Agglomération, de la ville de Roanne et des partenaires de droit commun (CAF, Conseil Départemental, Fédération des centres sociaux, etc.).

# Quartier Bourgogne

## Commune : Roanne

### DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES CLES

- 1 669 habitants (2018)
- 43,2% de familles monoparentales (2019)
- Indice de jeunesse : 0,8% (2019)
- Taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian : 50,9% (2019)
- Part de la population sans diplôme : 53,9% (2019)
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi : 30,4% (2019)
- Médiane des revenus disponibles par unité de consommation : 13 070 € (2019)
- Taux d'emploi : 35,3% (2019)
- Taux de chômage au sens du recensement : 42,3% (2019)
- Nombre total de DEFM A, B, C : 295 (T2 2023)
- 767 allocataires CAF soit 1 528 personnes couvertes par au moins une allocation CAF (2021)
- 155 bénéficiaires du RSA socle (2021)
- 89 bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (2021)
- 1 048 logements (2021)
- 98% de ménages locataires (2019)
- Population couverte par la C2S : 733 (2022)
- Part de logements vacants : 9,8% (2019)
- 49,9% des ménages disposent d'une voiture ou plus (2019)

### LES HABITANTS DU QUARTIER

2 catégories de personnes habitent le quartier :

- Un public, majoritairement âgé qui habite le quartier pour des raisons historiques liées au bassin d'emploi. Cette catégorie se sent aujourd'hui isolée et entretient peu de liens avec le

voisinage.

- Des nouveaux arrivants, arrivés sur le quartier suite à une attribution de logements par les bailleurs sociaux, sans pour autant demander à résider sur ce quartier.
- Ces publics n'entretiennent pas ou peu de liens et des tensions liées aux nuisances sonores et autres incivilités caractérisent en partie leurs relations de voisinage.

### **LES ENJEUX POUR LE QUARTIER**

- **Sécurité & tranquillité publique :**
  - Une majorité des habitants dit se sentir « bien » dans le quartier mais ne participe pas ou très peu à la vie du quartier
  - Une occupation abusive par des jeunes majeurs en bas des immeubles qui génèrent des nuisances et conduit à des conflits avec les habitants les plus âgés du quartier
  - De nombreuses incivilités commises, notamment dans les entrées d'immeubles
- **Vivre-ensemble / cohésion sociale :**
  - Une cohabitation subie entre les « anciens » du quartier et les nouvelles populations récemment logées
  - Un lien social délité et une défiance qui semblent structurer les relations sociales empreintes parfois de tensions communautaires
  - Le souhait exprimé par des jeunes ménages et les familles récemment installées sur le quartier d'être accompagnés pour créer des moments de vie (fête de quartier, fête des voisins) et pouvoir proposer des activités sociales et culturelles aux jeunes du quartier.
- **Cadre de vie / habitat :**
  - Des rénovations en cours appréciées sur le quartier
  - Des difficultés nouvelles de stationnement
  - Le manque d'espaces verts et d'aires de jeux pour enfants
  - Le sentiment partagé entre les habitants que le bailleur ne prend pas assez en compte et rapidement les demandes
  - Un manque d'isolation des immeubles qui renforce les nuisances sonores
- **Image du quartier :**
  - Un sentiment que l'image du quartier se dégrade notamment à cause des squats en bas d'immeuble et de la consommation de produits illicites dans l'espace public
  - Retravailler l'image du quartier par un projet culturel avec les habitants
- **Accès aux services publics :**
  - Une bonne identification du centre social et de l'école de proximité
  - La présence de commerces de proximité (boulangerie...)
  - Des difficultés à atteindre les « invisibles » et les personnes qui n'osent pas pousser la porte du centre social et/ou des institutions
- **Enfance/Jeunesse/Parentalité :**
  - La satisfaction de l'offre de services aux familles (crèche, centre de loisirs, activités périscolaires)
- **Offre de loisirs :**
  - Un manque d'activités culturelles et d'animation relevées par les jeunes à partir de 15 ans, et par les personnes âgées
  - Un manque d'identification des actions culturelles et sportives « du quartier » portées par les associations, à l'inverse de celles de la Ville qui sont bien identifiées
- **Mobilité :**
  - Des habitants majoritairement satisfaits de l'offre de mobilité et de transport, mais des difficultés recensées pour se rendre sur les équipements de proximité : « ce n'est pas forcément facile d'y aller avec plusieurs enfants en bas âge »
- **Participation citoyenne :**
  - Quelques habitants identifient et participent aux réunions organisées par la municipalité, en majorité âgés et qui souhaiteraient être accompagnés en raison de leur mobilité réduite. Ils pensent qu'il faudrait développer une instance de quartier (atelier de vie de quartier/ réunion des habitants du quartier...).



# Quartier Le Parc

**Commune : Roanne**

## DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES CLES

- 1 190 habitants (2018)
- 25,6% de familles monoparentales (2019)
- Indice de jeunesse : 1,2% (2019)
- Part de la population sans diplôme : 47,3% (2019)
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi : 32,7% (2019)
- Taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médian : 51,4% (2019)
- Médiane des revenus disponibles par unité de consommation : 12 890 € (2019)
- Nombre total de DEFM A, B, C : 162 (T2 2023)
- Taux d'emploi : 46,8% (2019)
- Taux de chômage au sens du recensement : 32,0% (2019)
- 349 allocataires CAF soit 794 personnes couvertes par au moins une allocation CAF (2021)
- 100 bénéficiaires du RSA socle (2021)
- 45 bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (2021)
- Population couverte par la C2S : 461 (2022)
- 728 logements (2021)
- Part de logements vacants : 33,8% (2019)
- 64,2% de ménages locataires (2019)
- 67,8% des ménages disposent d'une voiture ou plus (2019)

## LES HABITANTS DU QUARTIER

2 catégories de personnes habitent le quartier :

- ❖ Un public, majoritairement âgé qui habite le quartier pour des raisons historiques liées au bassin d'emploi. Cette catégorie se sent aujourd'hui isolée et entretient peu de liens avec le voisinage.
- ❖ Des nouveaux arrivants, arrivés sur le quartier suite à la politique de logements des bailleurs sociaux, sans pour autant demander à résider sur ce quartier.
  - Une partie des personnes de cette catégorie est passée par le parcours issu de la demande d'asile et se définit en « transit » sur le quartier. Ce public est majoritairement originaire des pays de l'Est.
  - Cette seconde catégorie voit aussi de nombreuses familles qui habitent le quartier mais qui résidaient avant dans le département de Mayotte.

Une vive tension existe entre les différentes communautés du quartier au désespoir des habitants historiques du quartier.

## LES ENJEUX POUR LE QUARTIER

- **Sécurité & tranquillité publique :**
  - Une majorité des habitants dit ne pas se sentir « bien » dans le quartier et ne participe pas ou très peu à la vie du quartier
  - Une occupation abusive par des jeunes majeurs en bas des immeubles qui génèrent des nuisances et conduit à des conflits avec les habitants les plus âgés du quartier
  - De nombreuses incivilités commises, notamment dans les entrées d'immeubles
- **Vivre-ensemble / cohésion sociale :**
  - Une perte du lien social, des habitants qui « ne s'aiment pas alors qu'avant [ils] étaient solidaires »

Les populations ancrées dans le quartier depuis longtemps (personnes âgées notamment) n'envisagent pas de vivre ailleurs ; à l'inverse, des jeunes ménages avec enfants expriment atteindre le souhait d'accéder à la propriété, notamment pour éduquer leur(s) enfant(s) dans un autre environnement

- **Cadre de vie / habitat :**
  - Le sentiment partagé entre les habitants que le bailleur ne prend pas assez en compte et rapidement les demandes
  - Un manque d'isolation des immeubles qui renforce les nuisances sonores
  - Un sentiment que l'image du quartier se dégrade notamment à cause des squats en bas d'immeuble et de la consommation de produits illicites dans l'espace public
- **Image du quartier**
  - Retravailler l'image du quartier par un projet culturel avec les habitants
- **Accès aux services publics :**
  - Un manque de commerces de proximité décrié (hors bureau de tabac)
  - Des difficultés à atteindre les « invisibles » et les personnes qui n'osent pas pousser la porte du centre social ou des institutions
- **Enfance/Jeunesse/Parentalité :**
  - Des difficultés exprimées par les parents, notamment des mères isolées, dans l'éducation de leurs enfants
- **Offre de loisirs :**
  - Le centre social capte, via les activités qu'il propose, beaucoup de public sur les activités familles, périscolaire et 11/15 ans
  - Une méconnaissance des actions culturelles et sportives de quartier
- **Mobilité :**
  - Des habitants majoritairement satisfaits des équipements de proximité (école, centre social) et de la facilité de pouvoir se déplacer en transport en commun à partir du quartier
- **Participation citoyenne :**
  - Quelques habitants identifient et participent aux réunions organisées par la municipalité, en majorité âgés et qui souhaiteraient être accompagnés en raison de leur mobilité réduite. Ils pensent qu'il faudrait développer une instance de quartier (atelier de vie de quartier/ réunion des habitants du quartier...).

# Quartier Saint-Clair (ex- Mayollet)

## Commune : Roanne

### DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES CLES

- 938 habitants (2018)
- 21,2% de familles monoparentales (2018)
- Indice de jeunesse : 1,7% (2019)
- Part de la population sans diplôme : 46,0% (2019)
- Taux de pauvreté au seuil de 60% du revenu médiant : 52,8% (2019)
- Médiane des revenus disponibles par unité de consommation : 12 910 € (2019)
- Taux d'emploi : 43,4% (2019)
- Taux de chômage au sens du recensement : 32,3% (2019)
- Nombre total de DEFM A, B, C : 167 (T2 2023)
- 369 allocataires CAF soit 881 personnes couvertes par au moins une allocataire CAF (2021)
- 100 bénéficiaires du RSA socle (2021)
- 42 bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (2021)
- Population couverte par la C2S : 532 (2022)
- 722 logements (2021)
- 65,5% de ménages locataires
- Part de logements vacants : 23,8% (2019)
- 73,2% de ménages disposant d'une voiture ou plus (2019)

## LES HABITANTS DU QUARTIER

2 catégories de personnes habitent le quartier :

- Un public, majoritairement âgé qui habite le quartier pour des raisons historiques liées au bassin d'emploi. Cette catégorie entretient peu de liens avec le voisinage.
- De nouveaux arrivants sur le quartier suite à la politique de logements des bailleurs sociaux, sans pour autant demander à résider sur ce quartier.

Un quartier qualifié de « familial » et « discret », avec une surreprésentation de familles nombreuses.

## LES ENJEUX POUR LE QUARTIER

- **Sécurité & tranquillité publique :**
  - Une majorité des habitants dit se sentir « bien » dans le quartier et ne participe pas ou très peu à la vie du quartier
  - Peu d'incivilités commises, sauf squats, vente et consommation de produits illicites sur les parkings
- **Vivre-ensemble / cohésion sociale :**
  - Un sentiment d'isolement exprimé par les seniors, qui pour certains fréquentent les espaces et associations du quartier
  - De bonnes relations entre les habitants du quartier
  - Une dimension religieuse et communautaire beaucoup plus forte que sur les autres quartiers avec de nombreux mineurs exposant des signes religieux à la sortie de l'école, qui soulève des enjeux autour des valeurs de la laïcité
  - Le souhait de recréer de la vie de quartier avec des fêtes et événements divers
- **Cadre de vie / habitat :**
  - Le sentiment partagé entre les habitants que le bailleur ne prend pas assez en compte et rapidement les demandes
  - Un manque d'isolation des immeubles qui renforce les nuisances sonores
- **Image du quartier :**
  - Une bonne image globale du quartier
- **Accès aux services publics :**
  - Une bonne identification du centre social et de l'école de proximité
  - Une forte fréquentation de la Maison France Service
- **Enfance/Jeunesse/Parentalité :**
  - Une surreprésentation d'enfants en bas âge, ainsi que d'enfants de 6-9 ans
  - Le souhait exprimé de mères de familles de pouvoir se rencontrer et bénéficier d'un accompagnement : « Il faut s'occuper et proposer des choses aux jeunes du quartier sinon ça crée des tensions, et les mamans seules ont du mal ici »
  - Un enjeu autour de l'entrée dans l'adolescence des plus jeunes, nombreux sur le quartier
  - Les projets culturels montés entre les enseignants de l'école, le centre social et notamment une compagnie d'artistes, permettant de créer du lien avec les familles
- **Offre de loisirs :**
  - Le bon fonctionnement de la Médiathèque et de son espace numérique
  - La faiblesse de l'offre de loisirs pour les adolescents et les jeunes majeurs résidant sur le quartier ; une tentative de développer une offre de loisirs pour les jeunes a pâti d'un manque de soutien sur le quartier et s'est soldée par une implantation en dehors du quartier.
  - Les jeunes du quartier partagent le sentiment de ne pas être écoutés
  - Un éloignement géographique des activités du centre social
- **Mobilité :**
  - Des habitants majoritairement satisfaits des équipements de proximité (école, centre social) et de la facilité de pouvoir se déplacer en transport en commun à partir du quartier.

## 4 orientations prioritaires pour les 3 quartiers politique de la ville de l'agglomération roannaise

**Orientation n°1 : Favoriser la tranquillité publique et le vivre-ensemble dans les quartiers**

**Orientation n°2 : Mieux accompagner les jeunes et les familles dans les quartiers**

**Orientation n°3 : Accompagner les parcours de formation et d'accès à l'emploi des habitants des quartiers**

**Orientation n°4 : Conforter les politiques publiques en faveur des quartiers**

Le document répond à quatre exigences qui permettront de faire des quartiers prioritaires de Roannais Agglomération, des **territoires durables, solidaires et inclusifs**. Le contrat de ville vient ainsi décliner les ambitions du territoire au service des QPV et de leurs habitants, en cohérence avec les orientations nationales.

Ces orientations sont déclinées en **21 engagements**, qui se déclineront à l'aune d'une méthode d'intervention commune :

- Une participation des habitants assurée tout au long du contrat
- Une ouverture sur l'ensemble des crédits de droits communs de l'Agglomération et de ses partenaires
- Une mobilisation des acteurs privés sur les quartiers (entreprises comme la BPI, fondations...)
- Un travail sur l'image des quartiers et leur ouverture sur le reste de la ville de Roanne

*Précautions de lecture : chaque engagement est illustré par des pistes d'actions possibles, propositions ayant émergées de la concertation avec les acteurs locaux et les habitants. Il s'agit de propositions à titre d'exemple de ce que Roannais Agglomération, la ville de Roanne et leurs partenaires, pourraient mettre en œuvre sur les quartiers prioritaires.*



## Orientation n°1. Favoriser la tranquillité publique et le vivre-ensemble dans les quartiers

Conformément aux orientations nationales, le nouveau contrat de ville porte l'ambition de rendre les quartiers plus sûrs, d'apaiser les relations avec les jeunes et recréer un lien de confiance avec les habitants au sein des quartiers. Cette première orientation repose sur le constat, formulé par les institutions et par les habitants, que les **incivilités nuisent à la cohésion sociale** dans les quartiers et à la « qualité de vie quotidienne ». La défiance semble caractériser les relations sociales, empreintes parfois de **tensions communautaires**, en particulier au sein des quartiers du Parc et Bourgogne. Les enjeux évoqués autour du partage des espaces publics et de la perte de lien avec les jeunes, témoignent de la nécessité de mobiliser les moyens de la Police et de l'Etat, en coordination avec ceux de la Ville, des bailleurs et des associations.

L'enquête menée dans les trois quartiers a montré la centralité de la thématique et l'urgence de répondre aux enjeux de sécurité et tranquillité publiques dans les quartiers. Le nouveau contrat de ville, constituera donc le cadre global de la stratégie partenariale en faveur de la tranquillité publique et du vivre-ensemble sur les quartiers prioritaires.

### • Les engagements pour les quartiers

Cette orientation est déclinée en 6 engagements pour les quartiers :

#### Engagement n°1.1 : Lutter contre l'occupation des espaces publics et des halls d'immeubles

Il s'agira, à travers le déploiement du contrat de ville, de proposer des réponses aux problématiques rencontrées sur les quartiers, dans une logique notamment de meilleur partage et respect des espaces à l'échelle du quartier, entre toutes les tranches d'âges. L'enquête dans les trois QPV a mis en exergue des difficultés de cohabitation et de vivre-ensemble sur les quartiers du Parc et Bourgogne, en lien avec les nuisances occasionnées par l'occupation des jeunes en bas des immeubles, les incivilités dans les entrées d'immeubles..., qui génèrent des conflits avec les habitants les plus âgés du quartier. Les mobilisations des acteurs locaux tels que les bailleurs, les médiateurs-relais et la ville, favoriseront l'émergence de réponses adaptées.

Par ailleurs, travailler sur les espaces publics, en développant par exemple des chantiers d'embellissement et créant des petits aménagements pour favoriser la convivialité, tout en veillant à la mixité des usages, contribue à leur appropriation par tous (notamment les femmes et les seniors). Une régulation de ces espaces est cependant nécessaire pour éviter les nuisances et leur accaparement.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.1.1	Intensifier les actions de sensibilisation y compris des parents des jeunes contribuant aux occupations / dégradations	Roannais Agglomération Etat Ville de Roanne Associations
1.1.2	Renforcer les interventions des médiateurs-relais de l'agglomération auprès des jeunes	Roannais Agglomération Etat
1.1.3	Former l'ensemble de la chaîne d'acteurs à la gestion des conflits (bailleurs, PM, Prévention spécialisée...)	Roannais Agglomération Département Ville de Roanne Associations Bailleurs sociaux
1.1.4	Travailler avec les organismes HLM au repérage et au traitement des situations	Roannais Agglomération Etat Ville de Roanne Bailleurs sociaux

### Engagement n°1.2 : Réduire et prévenir les conflits de voisinage

Les actions de prévention et de médiation des conflits de voisinage participent à une meilleure qualité de vie au sein des quartiers, et le développement d'une plus forte solidarité entre résidents.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.2.1	Développer des actions de formation/sensibilisation en partenariat avec le service déchets de l'agglomération	Roannais Agglomération Associations
1.2.2	Sensibiliser les habitants sur les conflits de voisinage, en lien avec les médiateurs-relais de l'agglomération	Roannais Agglomération

### Engagement n°1.3 : Lutter contre l'intranquillité publique : encombrants, dépôts sauvages, les voitures ventouses et les rodéos

La lutte contre les incivilités et leurs effets délétères sur la vie quotidienne à l'échelle du voisinage ou de l'ilot contribue directement à l'amélioration du cadre de vie et à l'apaisement des quartiers. En ce sens, la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) pourra être mobilisée (notamment via l'organisation de « diagnostics en marchant »), ainsi que la mobilisation des habitants sur les sujets de gestion des déchets, éco-gestes, etc. En ce sens, des initiatives portées collectivement par différents acteurs (bailleurs, centres sociaux, ...) pour accompagner les habitants dans leur participation aux enjeux de transition s'inscrivent également dans cette logique.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.3.1	S'appuyer sur les démarches de GUSP pour renforcer le repérage, le traitement et le suivi de l'évolution des situations de dépôts d'encombrants	Roannais Agglomération Ville Roanne Bailleurs sociaux

### Engagement n°1.4 : Développer la prévention et le renforcement du lien police-population

Une relation plus apaisée entre les jeunes et les forces de l'ordre et le déploiement d'actions de prévention notamment auprès des jeunes, dès l'adolescence, seront visés. Plus largement, le renforcement des échanges et des liens entre la Police et les habitants sur le sujet de la sécurité, par l'intensification des interventions pédagogiques, permettra également de (re)nouer des relations de confiance entre ces acteurs du quartier. Cette dynamique pourra s'appuyer sur les différents jalons existants – notamment la correspondante de la Police Nationale, qui organise des permanences dans les Maisons France Service des quartiers du Parc et de Saint-Clair.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.4.1	Mettre en place des groupes de travail mixtes jeunes / Police municipale (exemple : comment améliorer la sécurité sur le quartier)	Roannais Agglomération Ville de Roanne Police municipale Police Nationale
1.4.2	Organiser des ateliers "vis ma vie" de policier ... et de jeunes, en lien avec les médiateurs-relais	Roannais Agglomération Police municipale Police Nationale
1.4.3	Mettre en œuvre des actions de mentorat par la Police municipale et nationale	Roannais Agglomération Ville de Roanne Police municipale Police Nationale Associations

**Engagement n°1.5 : Améliorer la qualité des logements / enjeux d'isolation phonique**

Une intervention renforcée est attendue par les habitants sur le volet « bâti » : constitués de grands ensembles de logements sociaux et/ou de centres anciens fragilisés, les QPV concentrent les difficultés sociales et économiques, et peuvent abriter des parcs de logements sociaux ou privés vieillissants et parfois dégradés. L'accompagnement de la transition énergétique et plus largement climatique sur ces quartiers est un enjeu central, et passe par des travaux de rénovation et d'isolation. L'isolation des logements participe par ailleurs à la réduction des nuisances sonores, source de tensions entre les habitants d'un même quartier, aux rythmes professionnels et familiaux différents.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.5.1	Etablir des diagnostics / repérage des résidences et logements posant des enjeux spécifiques d'isolation, en lien avec le PLH	Roannais Agglomération Ville de Roanne Etat Bailleurs sociaux
1.5.2	Engager des travaux sur les résidences / logements prioritaires, en lien avec les Plans Stratégiques de Patrimoines (PSP) d'Ophéor et d'Alliade	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux

**Engagement n°1.6 : Concrétiser au quotidien le principe de laïcité**

La réaffirmation des valeurs de la République et notamment autour de la laïcité est également recherchée dans ce nouveau contrat de ville. L'enquête menée dans les QPV du territoire a souligné cet enjeu, notamment dans le quartier Saint-Clair.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
1.6.1	Organiser des formations inter-institutionnelles des acteurs sur le principe de laïcité	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations
1.6.2	Animer des débats/conférences sur le principe de laïcité au quotidien	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations

## Orientation n°2. Mieux accompagner les jeunes et les familles dans les quartiers

Dès la phase d'évaluation du contrat de ville 2015/2023, les réponses en faveur de la jeunesse sont ressorties comme des enjeux majeurs. En cohérence avec les orientations nationales, l'émancipation de chacun, en particulier des plus jeunes et des familles, est placée au cœur des priorités, à travers l'éducation d'une part, et la culture et le sport d'autre part.

En effet, l'enquête menée dans les trois quartiers a mis en exergue la nécessité de **mieux accompagner les parents et les jeunes**, en tenant compte des différentes classes d'âge. Par ailleurs, d'importantes ressources du droit commun sont potentiellement mobilisables (Conseil Départemental, CAF...) sur les quartiers, autant d'opportunités approfondies dans ce nouveau contrat de ville. L'objectif porté par les partenaires réside dans le fait que les habitants des quartiers prioritaires puissent accéder aux mêmes droits que les habitants des autres quartiers et qu'ils bénéficient des mêmes propositions en matière de services publics ou d'offres culturelles, artistiques, et sportives.

### • Les engagements pour les quartiers

Cette orientation est déclinée en 6 engagements pour les quartiers, autour d'actions à destination des familles, des enfants de toutes tranches d'âges et des seniors :

#### Engagement n°2.1 : Accompagner les familles avec jeunes enfants

L'enquête dans les quartiers a mis en lumière la nécessité de mieux soutenir les familles dans leurs fonctions parentales, en particulier les familles monoparentales en charge d'enfants et d'adolescents, surreprésentées dans les quartiers – ainsi que les parents d'enfants en situation de handicap, ou eux-mêmes porteurs d'un handicap.

Soutenir les parents dans l'éducation de leur(s) enfant(s) passe par des actions de communication et de sensibilisation sur l'offre de services existante et ses modalités d'accès, autour de la garde d'enfants pour offrir aux parents des temps libres (loisirs, rendez-vous médicaux ou administratifs...) mais aussi des temps nécessaires à l'insertion professionnelle voire le maintien dans un emploi (*voir Orientation n°3*).

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.1.1	Organiser des ateliers / information, en logique "aller-vers", sur les réponses / modalités d'accès aux services pour les jeunes enfants (assistants maternels, EAJE, LAEP...)	Roannais Agglomération Département / PMI CAF Centres sociaux Associations
2.1.2	Accompagner les publics spécifiques (faible maîtrise de la langue française, problématiques de handicap...)	Roannais Agglomération Département / MDPH Associations
2.1.3	Développer des offres / services sur les QPV (accueil individuel et collectif, labélisation de crèches AVIP, soutien à la parentalité...)	Roannais Agglomération CAF Associations

#### Engagement n°2.2 : Proposer des activités aux jeunes et les adolescents, dans une logique de renforcement de leur autonomie

La lutte contre les inégalités d'apprentissage implique notamment un renforcement de l'accompagnement à la scolarité des enfants et à son suivi par les parents. Soutenir les enfants et les jeunes dans leur diversité, dans leurs projets et leurs parcours est un enjeu de premier plan, qui nécessite d'ouvrir les champs des possibles tant sur le plan personnel (lien entre les familles, offre d'activités, pratiques culturelles et sportives...), que professionnel (mentorat, découverte des métiers, accès aux stages...). Les expériences hors quartiers (séjours, projets, rencontres, etc.) contribuent également une orientation « choisie ».



N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.2.1	Positionner la prévention spécialisée en accompagnement des familles (et pas seulement des jeunes)	Roannais Agglomération CAF Prévention spécialisée Centres sociaux Associations
2.2.2	Renforcer l'écoute et la prise en compte des attentes exprimées par les jeunes, et mettre en place une offre culturelle, sportive et sociale en adéquation avec les pratiques actuelles et les nouveaux modes de consommation - mobilisation d'une "GUSP jeunes", via une plate-forme numérique	Roannais Agglomération Ville de Roanne Centres sociaux Associations

#### Engagement n°2.3 : Favoriser la pratique sportive du plus grand nombre

La promotion du sport et de la culture représente un levier de prévention et d'inclusion, en particulier pour les jeunes. En ce sens, si l'objectif est de favoriser la pratique du sport par tous, une attention sera portée à l'encouragement de la pratique sportive au féminin et la sensibilisation au rapport filles/garçons par ce biais.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.3.1	Renforcer les activités autour du sport, adaptées aux tranches d'âge	Ville de Roanne Clubs et associations sportifs
2.3.2	Déployer des réponses spécifiques pour les femmes et les jeunes filles : développer des activités adaptées au public féminin : pratiques d'activités sportives entre femmes, actions d'appropriation de l'espace public...	Ville de Roanne Clubs et associations sportifs

#### Engagement n°2.4 : Agir contre l'isolement et pour l'inclusion des seniors

Cet engagement met en exergue l'importance de la lutte contre l'isolement des personnes âgées au sein des quartiers, par ailleurs dépositaires de la transmission de la mémoire.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.4.1	Etudier la création d'une association /club seniors sur les 3 quartiers	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS
2.4.2	Soutenir l'accès au droit des seniors : développer des démarches d'aller-vers spécifiques pour ce public (ex : porte-à-porte...)	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Bailleurs sociaux Centres sociaux Associations notamment caritatives
2.4.3	Replacer les seniors habitants historiques du quartier comme dépositaires de la transmission de la mémoire des quartiers : ateliers sur la mémoire des quartiers, actions de valorisation des parcours de vies des anciens, etc.	Roannais Agglomération Ville de Roanne Centre sociaux

#### Engagement n°2.5 : Mieux accompagner la scolarité

L'accompagnement à la scolarité suppose une coordination et un renforcement de l'offre de soutien scolaire, de la prévention du décrochage scolaire, du soutien aux parents dans leur rôle socio-éducatif. S'agissant de la relation élève-parent-établissement, la question de la transversalité et de l'articulation entre les multiples actions, dispositifs, programmes, dans et hors temps scolaire, est fondamentale (notamment le Programme de Réussite Educative). Le contrat de ville se concentrera sur les possibilités d'adaptation des conditions et de l'environnement d'apprentissage de chaque élève des QPV, sans se substituer à l'existant.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.5.1	Développement / pérennisation des Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire (CLAS)	Ville de Roanne Département Education nationale CAF Centres sociaux Associations
2.5.2	Mobilisation du mentorat / bénévolat (universités, écoles...)	Roannais Agglomération Ville de Roanne Education Nationale Associations
2.5.3	Flécher les parcours QPV dans le PRE piloté par la ville de Roanne	Ville de Roanne Education Nationale Roannais Agglomération
2.5.4	Promouvoir les pratiques culturelles auprès des habitants,	Roannais Agglomération et Ville de Roanne CCAS Centres sociaux Associations

#### Engagement n°2.6 : Lutter contre toute forme de discrimination

La lutte contre les discriminations est une valeur fondamentale de la République. En ce sens, le contrat de ville est un levier déterminant pour contribuer à cet objectif. Il permet en particulier de déployer des actions visant l'égalité des chances et l'inclusion<sup>2</sup>.

La lutte contre la discrimination est un pas supplémentaire vers l'égalité réelle et participe à l'émancipation : donner confiance, reconnaître les identités, faciliter l'implication, l'accès à l'emploi, la pratique artistique et sportive, etc.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
2.6.1	Informier / former les habitants des QPV à ce que sont les discriminations au sens légal et les moyens d'actions pour s'en défendre	Roannais Agglomération Ville de Roanne Associations
2.6.2	Veiller à l'équité de traitement des personnes en situation de handicap	Ville de Roanne / CCAS Département /MDPH Associations
2.6.3	Lutter contre les discriminations dans les domaines légaux (accès aux soins, accès au logement, éducation, orientation, accès à l'emploi, loisirs...)	Roannais Agglomération Ville de Roanne Associations

<sup>2</sup> La loi reconnaît 25 critères de discrimination : âge, sexe, origine, appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée à une ethnie, une nation ou une prétendue race, grossesse, état de santé, handicap, caractéristiques génétiques, orientation sexuelle, identité de genre, opinions politiques, activités syndicales, opinions philosophiques, croyances ou appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une religion déterminée, situation de famille, apparence physique, nom, mœurs, lieu de résidence, perte d'autonomie, vulnérabilité particulière résultant de la situation économique, capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, domiciliation bancaire.

## Orientation n°3. Accompagner les parcours de formation et d'accès à l'emploi des habitants des quartiers

Cette troisième orientation, relative à l'accès à la formation et à l'insertion socio-professionnelle sur les quartiers, renvoie à l'enjeu de **soutenir les habitants dans leurs parcours** d'insertion professionnelle, notamment via la levée des freins à l'emploi et en rapprochant le monde de l'entreprise, le service public de l'emploi et les structures associatives avec les quartiers.

L'évaluation du précédent contrat a mis en évidence la nécessité de renforcer l'accès à l'emploi des habitants des QPV, impliquant notamment de mieux accompagner les parcours de formation. L'emploi et la formation sont en effet des axes déterminants dans une stratégie de **réduction des écarts de revenus et de conditions de vie** entre les QPV et le reste de l'agglomération.

En effet, les QPV présentent des difficultés particulières en matière d'emploi, le taux de chômage est plus important que sur le reste du territoire, les freins à l'insertion professionnelle (difficultés de mode de garde, niveaux de qualification, maîtrise de la langue et des outils numériques, mobilité...) plus importants et les risques de discrimination à l'embauche également plus élevés. Les quartiers font l'objet de nombreux leviers d'action publique à même d'affronter ces enjeux : clauses d'insertion dans le cadre des projets de renouvellement urbain, dispositifs de soutien à la création d'activité et au développement économique, etc. Par ailleurs, le maillage d'acteurs associatifs et acteurs de l'économie sociale et solidaire, parfois soutenus par l'appel à projets contrat de ville, représente un atout pour porter une politique de soutien à l'emploi au plus près des habitants et de leurs besoins.

Territoires souvent stigmatisés, un travail approfondi sur leur attractivité auprès des entreprises et sur l'adéquation des offres d'emploi aux compétences des habitants est nécessaire : le lien avec les entreprises et les habitants (notamment les plus jeunes) doit être construit, solidifié et facilité par les associations locales afin de permettre une découverte mutuelle autant que la constitution de réels réseaux professionnels et l'embauche au cœur des quartiers. Cet effort sera accompagné par la recherche de l'adéquation entre les emplois et les formations et/ou compétences des habitants (des dispositifs devront répondre aux besoins de recrutement des entreprises par des embauches d'habitants des quartiers) ainsi que par la mise en place d'une coordination des acteurs (et clauses d'insertion) qui interviennent sur le champ de l'emploi.

### • Les engagements pour les quartiers

Cette orientation est déclinée en 4 engagements pour les quartiers, autour d'actions visant à favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes et de la population en âge de travailler dans les quartiers :

#### Engagement n°3.1 : Communiquer auprès de la population sur les métiers en tension

Permettre aux habitants d'accéder aux métiers en tension, notamment dès le plus jeune âge, et leur rendre accessibles les informations relatives aux formations et leurs modalités et financements, constitueront autant de leviers du contrat de ville.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
3.1.1	Renforcer les ateliers d'information existants sur les métiers en tension à l'échelle de l'Agglomération (et du Département) pour des interventions en QPV	Roannais Agglomération Département France Travail Espace 2M Entreprises
3.1.2	Mobilisation des partenaires du contrat de ville pour informer sur les métiers en tension / opportunités d'emplois sur les métiers de leurs filières (travail social/médico-social, petite enfance...)	Roannais Agglomération Département Région France Travail Espace 2M Entreprises
3.1.3	Faire connaître les métiers en tension auprès des scolaires	Ville de Roanne Education Nationale Département Région France Travail Espace 2M Entreprises

### Engagement n°3.2 : Accompagner les parcours d'accès à l'emploi des jeunes

Soutenir les jeunes dans leurs projets et parcours d'orientation professionnelle, pour une orientation choisie et non subie, est fondamental pour leur intégration socio-professionnelle. Ce nouveau contrat de ville s'attachera à renforcer l'accompagnement des adolescents et jeunes adultes dans les grandes étapes de la vie, afin d'agir sur la capacité à choisir sa voie. Outiller les jeunes sur les parcours et dispositifs de formation existants (lycée professionnel, apprentissage, prépas talents, écoles de production...) ou vers l'entrepreneuriat, permettra ainsi de favoriser leur accès à l'emploi.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
3.2.1	Accompagner et outiller enfants et parents pour qu'ils deviennent véritablement acteurs de l'orientation : formation, communication et travail sur l'accès à une information lisible et appropriable, installation de relations de confiance...	Roannais Agglomération Ville de Roanne Education Nationale
3.2.2	Accompagnement des candidats sur le programme "entrepreneuriat 2030"	Roannais Agglomération Banque Publique Investissement
3.2.3	Renforcer le lien entre les plus jeunes et les entreprises : stages de 5ème, stages découverte de 3ème, interventions en milieu scolaire... via des partenariats avec les entreprises du bassin de vie	Roannais Agglomération Ville de Roanne Education Nationale Espace 2M Entreprises Fondations
3.2.4	Développer des actions de mentorat	Education Nationale Fondations

### Engagement n°3.3 : Mobiliser les entreprises et les acteurs privés au service des quartiers

Les quartiers prioritaires sont composés d'une population plus jeune que la moyenne, dotés de compétences, et d'entreprises qui recrutent, ainsi que d'une offre d'accompagnement. Pour agir sur l'emploi, il faut mobiliser davantage les entreprises, mais également les associations et structures de proximité. L'objectif est de favoriser la rencontre en proximité avec les employeurs (entreprises, institutions, associations, structures d'insertion par l'activité économique). Divers leviers existent pour favoriser l'emploi sur les QPV, comme les clauses sociales d'insertion qui peuvent être davantage mobilisées.

Enfin, l'enjeu sera de changer le regard des entreprises sur les habitants des quartiers prioritaires et de les inciter à recruter en proximité.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
3.3.1	Mobilisation des entreprises du territoire en mentorat entrepreneurial (cf. entrepreneuriat 2030), en lien avec le facilitateur des clauses d'insertion de l'agglomération	Roannais Agglomération
3.3.2	Engager un démarchage des fondations d'entreprises implantées sur le bassin de vie	Roannais Agglomération Ville de Roanne
3.3.3	Organiser des "forums entreprises" avec les entreprises du bassin de vie	Roannais Agglomération Espace 2M France Travail Entreprises Associations

### Engagement n°3.4 : Accompagner la levée des freins à l'emploi

Parmi les personnes qui restent sans emploi, figurent celles qui cumulent davantage de freins à l'insertion et nécessitent un accompagnement sur le long terme.

Il s'agira de :

- Faciliter les parcours de résidentialisation en soutenant l'accès au logement ;
- Renforcer et développer de nouveaux modes de garde, notamment pour les familles monoparentales ;
- De lever les freins à la mobilité, par la facilitation des moyens de transports et l'accompagnement autour de la mobilité ;
- Renforcer et diversifier l'offre linguistique, notamment de Français Langue Etrangère (FLE) à visée professionnelle, en proximité ;



- Accompagner les publics éloignés du numérique, en permettant l'accès à un équipement et en renforçant leurs compétences numériques, avec pour objectif une autonomisation dans les démarches ;
- Multiplier les interventions autour du savoir-être et du savoir-faire

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
3.4.1	Soutenir l'accès au logement des actifs ou personnes en formation, en accord avec le principe de mixité sociale : articulation avec la politique d'attribution de logements sociaux, lien avec la politique de programmation et de renouvellement urbain...	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux Associations
3.4.2	Développer les modes de garde adaptés pour favoriser l'accès à l'emploi et la formation (soutien à la labélisation de crèches AVIP, soutien aux crèches d'entreprises, places d'halte-garderie...) et lever les freins à la mobilisation de l'offre de modes de garde (freins financiers, freins psychologiques...)	Roannais Agglomération CAF France Travail
3.4.3	Accompagner à la maîtrise de la langue des demandeurs d'emploi (ex : ateliers FLE...)	Département Etat Ville de Roanne / CCAS France Travail Associations
3.4.4	Aider à l'équipement numérique des ménages et à l'usage de l'outil informatique : aides à l'équipement, accompagnement numérique...	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations
3.4.5	Soutenir la mobilité pour favoriser l'accès à la formation et à l'emploi : aide au permis, appui à la mobilité des plus jeunes dans le cadre des stages...	Région Roannais Agglomération et Ville de Roanne Espace 2M
3.4.6	Accompagner le développement des savoir-faire et savoir-être des publics : maîtrise des outils numériques, maîtrise de la langue, construction de réseaux professionnels et de sa carrière professionnelle...	Roannais Agglomération Espace 2M

## Orientation n°4. Conforter les politiques publiques en faveur des quartiers

Les enjeux relevant de la qualité de vie pour tous font pleinement échos aux priorités politiques pour les quartiers, formulées par les élus dans le cadre de l'évaluation finale du précédent contrat de ville. L'objectif porté au travers de ce nouveau contrat est de permettre aux habitants des quartiers prioritaires de s'épanouir et s'émanciper, dans un cadre de vie adapté aux transitions climatiques, énergétiques et démographiques d'aujourd'hui et de demain.

### • Les engagements pour les quartiers

Cette orientation est déclinée en 5 engagements pour des quartiers plus résilients, durables et inclusifs :

#### Engagement n°4.1 : Accompagner la transition écologique et la résilience des quartiers

Les enjeux liés aux transitions écologiques visent à l'amélioration de la qualité du cadre de vie sur les quartiers, notamment au niveau de la réduction des îlots de chaleurs, la participation au verdissement des quartiers et la sensibilisation des habitants aux écogestes afin de « faire naître une conscience écologique » au sein de ces quartiers.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
4.1.1	Organiser des formations dédiées aux enjeux de résilience et de transition	Roannais Agglomération Ville de Roanne Associations
4.1.2	Engager des actions de végétalisation de l'espace urbain	Roannais Agglomération Ville de Roanne Associations
4.1.3	Créer des sites de compostage partagés	Roannais Agglomération Ville de Roanne Associations

#### Engagement n°4.2 : Ouvrir le quartier et favoriser la mobilité des habitants

Enjeu principal pour les habitants des QPV, les difficultés en termes de mobilité constituent un réel frein à leurs déplacements. La morphologie urbaine des quartiers, souvent enclavés et isolés du reste du territoire, suppose un déploiement et une interconnexion des réseaux de transports en commun permettant de garantir des liaisons directes et/ou facilitées pour les habitants avec le reste du territoire (mise en place des solutions ou expériences favorisant une intermodalité de qualité grâce à des conditions de rabattement tous modes : bus, modes actifs, véhicules motorisés, trottinettes, etc.). Par ailleurs, des dispositifs en faveur de la population des QPV doivent être pensés afin de renforcer leur autonomie : aides au permis de conduire pour les plus fragiles (dont les mères de famille), développement des mobilités alternatives (vélos, co-voiturage) pour faciliter les déplacements, développement d'une offre locale de mobilité etc. L'accessibilité de ces quartiers et, donc leur inclusion dans la ville, est également un enjeu majeur, tout comme la qualité des espaces publics, décisifs pour créer et entretenir une vie de quartier plus apaisée.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
4.2.1	Augmenter la fréquence des dessertes de transport en commun sur les QPV	Roannais Agglomération
4.2.2	Poursuivre la gratuité des transports en commun le week-end	Roannais Agglomération
4.2.3	Poursuivre la sensibilisation et l'information des habitants sur l'offre de transports et sur les différentes aides à la mobilité disponibles, à l'échelle de la commune de Roanne, de l'Agglomération, du Département et de la Région	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS

#### Engagement n°4.3 : Garantir l'égalité femmes/hommes dans les quartiers

Dans le cadre du contrat « Engagements Quartiers 2030 », la notion de discrimination liée au genre sera particulièrement travaillée, passant par la prise en compte dans les projets de la question d'égalité femmes/hommes. Il s'agira de développer une culture commune à travers des temps de sensibilisation, d'échanges... autour de ce thème.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
4.3.1	Organiser des ateliers / formations sur le leadership, à l'attention des femmes	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations
4.3.2	Développer des actions de soutien à l'entrepreneuriat féminin	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations
4.3.3	Mettre en place des ateliers d'éducation et de sensibilisation sur l'égalité femmes / hommes	Roannais Agglomération Ville de Roanne / CCAS Associations

#### Engagement n°4.4 : Renforcer la mixité du peuplement et diversifier les parcours résidentiels

L'enquête dans les QPV a permis de constater que le vivre-ensemble et la cohabitation entre les « anciens » du quartier et les nouvelles populations récemment logées sur le quartier semblent être problématiques, ce qui génèrent des tensions, parfois à dimension « communautaire ».

Répondre aux enjeux de l'habitat sur les quartiers en favorisant la mixité sociale est un levier essentiel de la transformation des quartiers. Afin d'éviter de spécialiser les quartiers dans l'accueil de populations toujours plus précaires, les orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), et les objectifs fixés par la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) viseront à favoriser l'arrivée de nouveaux profils au sein des quartiers. Le contrat de ville accompagnera ces dynamiques en soutenant la mixité sociale sur les quartiers à différentes échelles : accueil et cohésion entre habitants historiques et nouveaux habitants, mixité dans la fréquentation des équipements, cohésion sociale à l'échelle des résidences...

N°	Pistes d'action possibles	Acteurs
4.4.1	Programmer une offre de logements socialement accessibles hors QPV	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux
4.4.2	Développer des réponses de logement pour les seniors et les étudiants dans les QPV	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux

#### Engagement n°4.5 : Contribuer au changement d'image des quartiers

Enfin, l'image des quartiers est un élément qui est beaucoup ressorti de la parole habitante et sur laquelle il est indispensable de porter une attention. En effet, pour lutter contre les préjugés et discriminations à l'encontre des habitants qui y vivent, ces quartiers méritent d'être mieux connus par les habitants du territoire en mettant en valeur leurs richesses et potentiels, notamment en termes de lien social, de solidarités, de créativité et d'entrepreneuriat.

N°	Pistes d'actions possibles	Acteurs
4.5.1	Communiquer sur les atouts des QPV (logements abordables, transition environnementale, offre associative et services à la population...)	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux Associations
4.5.2	Mettre en récit des parcours de réussite d'habitants des QPV et communiquer auprès du reste de l'Agglomération	Roannais Agglomération Ville de Roanne Bailleurs sociaux Associations

## L'animation et le pilotage du contrat de ville : une dynamique qui engagera l'ensemble des parties-prenantes

Le contrat de ville est un outil de mise en œuvre des interventions d'un **collectif d'acteurs et d'institutions** en faveur des quartiers prioritaires. Afin de favoriser la concrétisation de cette stratégie, durant toute la durée de la contractualisation, cette politique doit se doter d'un système de gouvernance adapté.

Le nouveau contrat de ville porte une ambition de renforcement **des moyens** dédiés au **pilotage et à la coordination des intervenants**. Fort de plusieurs travaux menés dans le cadre de la précédente génération de contrats de ville, Roannais Agglomération souhaite notamment mieux **articuler les partenaires du contrat de ville** (services de l'Agglomération, Ville, Etat, partenaires signataires, porteurs de projets...), **en garantissant une animation à la fois politique et technique et une adaptation continue des réponses aux besoins et enjeux des quartiers**.

### La gouvernance du contrat de ville

Du co-pilotage Roannais Agglomération - Etat, découle, en cohérence avec la circulaire du 4 janvier 2024, plusieurs instances qui participent à sa gouvernance, détaillées ci-après : l'équipe projet ; le Comité de pilotage ; le Comité technique ; les groupes de travail et l'animation de proximité.

Les différentes circulaires et instructions de l'Etat prévoient en effet plus d'**évolutions qui impacteront les modalités de mobilisation des acteurs**. A titre d'exemple, l'objectif de 50% minimum de conventions conclues sous forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) renforce le rôle des chefs de projets politique de la ville en tant qu'animateurs de proximité (cette approche budgétaire pluriannuelle n'est bien entendu pas exclusive d'un suivi annuel des actions mises en œuvre).

Concernant la gouvernance et le suivi du contrat, les conclusions de l'évaluation du précédent contrat soulignent la nécessité de **redynamiser le partenariat** afin de limiter les effets « d'essoufflement » de la dynamique collective dans la durée, et de favoriser les transversalités entre services et partenaires. Cela impliquera de mobiliser des moyens supplémentaires, pour faire vivre ce réseau partenarial.

Par ailleurs, l'évaluation a montré le besoin de renforcer le lien avec le terrain pour une **meilleure connaissance des besoins** des publics des quartiers et favoriser les échanges de fond autour de thématiques spécifiques. Les partenaires ont souligné le manque de transversalité entre les projets portés sur les quartiers (par exemple, les projets relatifs à l'aménagement du cadre de vie peuvent être travaillés par le biais d'un projet culturel et artistique, etc.).

La politique de la ville, pilotée à l'échelle de Roannais Agglomération et à celle de chaque quartier, doit ainsi s'appuyer sur la capacité des acteurs de la politique de la ville (institutions, bailleurs, associations, conseils citoyens, habitants) à :

- Mobiliser les politiques dites de « droit commun » pour s'assurer qu'elles bénéficient davantage (c'est-à-dire dans une logique de droit commun **renforcé**) aux habitants des quartiers prioritaires ;
- **Agir en transversalité et expérimenter**, pour répondre de manière évolutive et adaptée aux besoins spécifiques identifiés à l'échelle de chaque quartier ;
- **Articuler les échelles** quartier, ville et agglomération qui constituent à la fois l'échelle de vie des habitants et les niveaux d'intervention des politiques publiques des collectivités.

De fait, ce sont de ces instances et partenariats que dépendra **l'opérationnalité du contrat**, et notamment la mobilisation effective du droit commun, qui constitue un axe prioritaire de la programmation 2024-2030.

#### a) L'équipe projet

Au niveau de Roannais Agglomération, le chef de projet en charge de la politique de la ville animera et co-pilotera la mise en œuvre du contrat de ville. Une dynamique de travail partenarial s'est mise en place au cours du précédent contrat, au sein même des services de Roannais Agglomération, qu'il s'agira de pérenniser. Ce travail a également été conduit avec les villes de Roanne, de Mably et Riorges lors du précédent contrat de ville. L'équipe-projet du nouveau contrat s'appuiera sur **différents outils de suivi et de pilotage** : tableau de bord de la programmation ; tableau de bord par quartiers, soulignant l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques sur les quartiers, dans une logique de « baromètres quartiers » (voir infra) ; tableau recensement de la mobilisation du droit commun...

#### b) Le Comité de pilotage

Le Comité de pilotage sera co-présidé par Roannais Agglomération et l'Etat. Il mobilisera les **principaux acteurs** que sont le Conseil régional, le Conseil départemental, l'AURA HLM, la Caisse d'Allocations Familiales de la Loire (CAF), la Banque des territoires, France Travail, Espace 2M, le Procureur de la République de Roanne, la DDETS, l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'Education Nationale, les bailleurs sociaux (Opheor et Alliade), la ville de Roanne. Son rôle est de piloter, valider, suivre et évaluer le Contrat de Ville. Il se réunira au minimum 1 fois par an.

#### c) Le Comité technique

Le Comité technique sera animé par Roannais Agglomération et l'Etat. Il mobilisera les principaux techniciens des différentes composantes du Comité de Pilotage. Il préparera également la programmation annuelle du contrat de ville qu'il soumettra pour validation définitive au Comité de Pilotage. Son rôle est de préparer les décisions du Comité de Pilotage et d'assurer le suivi et la mise en œuvre du contrat de ville. Il se réunira au minimum 2 fois par an.

#### d) Les groupes de travail thématiques

Des groupes de travail thématiques seront organisés pour partager collectivement les diagnostics territoriaux et éléments d'analyse sur les quartiers prioritaires et les zones de fragilités. La comitologie sera définie par les instances, en veillant à concilier, une approche par quartier et une logique thématique (par orientations et engagements). Les groupes auront notamment pour mission : 1) **d'impulser l'émergence d'actions et de projets**, dans le cadre de l'appel à projets mais également de la mobilisation du droit commun 2) **d'évaluer et le cas échéant réorienter** la stratégie déployée dans les quartiers.

#### e) L'animation de proximité

Elle peut regrouper le soutien aux porteurs de projets dans les quartiers ainsi que l'animation de proximité auprès des habitants (communication, valorisation des actions, remontée des besoins, etc.). Cette animation de proximité se fondera sur une logique de « **participation décisionnelle** » (voir infra)



## La participation citoyenne

L'évaluation du précédent contrat de ville a mis en exergue des conseils de quartiers qui fonctionnent bien et des centres sociaux dynamiques qui impliquant les habitants. Cependant, **aucun conseil citoyen réglementaire** au sens de la loi LAMY n'a été mis en place, et les **conseils de quartiers restent peu représentatifs des habitants des QPV**.

Afin de renforcer l'engagement citoyen, plusieurs perspectives ont été identifiées à l'issue de l'évaluation :

- Avoir une réflexion avec l'ensemble des partenaires sur la meilleure façon d'associer les habitants au contrat de ville pour leur permettre de se saisir de ce dispositif et de leur redonner du pouvoir d'agir
- Ne pas forcer l'implication citoyenne et favoriser « l'aller vers » pour être à l'écoute des besoins et impliquer les habitants.

« Il faudrait qu'il y ait une vraie volonté politique, une vraie démarche pour associer les habitants. Il faudrait les associer de A à Z et construire avec eux »

« Il faudrait développer une instance de quartier : un atelier de vie ou une réunion des habitants du quartier. ».

- Un habitant de Bourgogne -

Les quartiers sont, avant tout, riches de leurs habitants et de leurs associations. La précédente génération de contrat de ville a tenté d'expérimenter des outils en matière de participation citoyenne, qui ont plus ou moins réussis à se structurer selon les territoires. Il s'agira, à travers ce nouveau contrat de ville, de positionner les habitants comme acteurs du contrat, pour **conforter les quartiers comme espaces d'expression de la citoyenneté et de participation** des habitants, sous des formes diversifiées et renouvelées.

Cette ambition se fondera sur une approche **modulaire et progressive** (voir infra).

### La place des habitants dans la gouvernance du contrat de ville : concrétiser progressivement un objectif de « participation décisionnelle »

La notion de « participation décisionnelle », promue dans le cadre de cette stratégie 2024-2030, renvoie à un principe simple : la participation des habitants ne doit pas se limiter à une expression de besoins mais impliquer une mobilisation opérationnelle et quotidienne dans la vie du contrat, en s'appuyant sur des outils, des instances et des leviers d'actions. Cette ambition portée par l'Agglomération en cohérence avec les orientations nationales, **nécessitera la mobilisation de moyens supplémentaires** (en pilotage, ingénierie...) dans la mesure où ces démarches nécessitent des investissements importants (en temps et en expertise méthodologique, notamment).

Plus précisément, la participation des habitants, dans le cadre de la programmation 2024-2030, s'articulera autour des principes suivants :

- Une participation multi-dimensionnelle
  - ✓ Plateformes numériques (notamment à l'attention des jeunes)
  - ✓ **Diagnostics en marchant, une forme de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité.**

La GUSP constitue une opportunité d'association des habitants et partenaires pour l'amélioration des quartiers de demain, en prenant en compte les attentes des habitants et en favorisant l'appropriation des espaces. L'objectif est de rechercher la qualité urbaine et la mise en valeur des espaces publics pour l'ensemble des habitants et des usagers. Elle peut se matérialiser par l'organisation régulière de diagnostics en marchant, en associant habitants, bailleurs sociaux, institutions du territoire et acteurs de proximité. Au-delà de l'amélioration de la gestion au quotidien du quartier en répondant aux problèmes courants liés à l'habitat et au cadre de vie, les diagnostics

en marchant peuvent être conçus de manière plus large comme outils pour travailler l'apaisement du climat social, les conflits de voisinage... Sur ce point, la GUSP a vocation à favoriser l'implication des habitants et l'animation des espaces publics, et apaiser l'ambiance générale dans les quartiers.

- ✓ Groupes de travail de co-construction
  - ✓ Collectif d'habitants au sein des instances de pilotage
  - Une participation qui définit des actions
    - ✓ **Rencontres habitants**
    - ✓ Ateliers de co-construction (avec présence des partenaires)
    - ✓ Participation à l'appel à projets
    - ✓ Mobilisation du FPH (voir infra)
  - Une participation intégrée au pilotage du contrat
    - ✓ « **Baromètres quartier** », démarche qui permet de mesurer l'évolution du quartier au fil des ans, sur la base d'indicateurs de suivi coconstruits
    - ✓ Revue d'engagements
    - ✓ Participation aux instances
  - Une participation qui mobilise des moyens financiers
    - ✓ **Appui par le Fonds de Participation des Habitants (FPH)**
- Financé par l'Etat, Saint-Etienne Métropole, Loire-Foréz Agglomération, Roannais Agglomération et la CAF de la Loire, le FPH délivre une aide financière pour soutenir des actions collectives ponctuelles réalisées par et pour les habitants des QPV (exemple : monter un spectacle, amélioration de l'espace, fête de quartier, repas partagé...). Il est possible en tant qu'habitant de participer à la commission du FPH<sup>3</sup>.
- ✓ Participation d'un collectif d'habitants à l'appel à projets
  - ✓ Logique d'interpellation du droit commun (lors de l'identification des actions)

Au regard de ces diverses formes d'associations des habitants, à des degrés plus ou moins importants, la participation citoyenne déployée dans le cadre du contrat de ville se fera à la hauteur des moyens et des ambitions de l'agglomération. Cette stratégie, dans un premier temps, prendra la forme **de rencontres thématiques dans les quartiers, d'élaboration d'un baromètre habitant, et de déploiement de « diagnostics en marchant »**. Les instances citoyennes telles que le « copil habitants » pourront être imaginées à plus long terme.

<sup>3</sup> Exemple de projets soutenus par le FPH dans la Loire depuis 2017 : montage d'un spectacle par des résidents d'un foyer de personnes en situation de handicap à Saint-Etienne ; réalisation d'une vidéo mettant en scène 40 habitants et habitants du quartier La Chapelle à Andrézieux-Bouthéon sur l'égalité hommes / femmes ; réalisation d'une journée d'animation festive et de découverte du quartier Fonsala à Saint-Chamond...

## Le suivi et l'évaluation du Contrat de Ville

Le contrat de ville fera l'objet d'une évaluation annuelle. Cette évaluation intégrera plusieurs dimensions :

Evaluation	Contenu	Responsable	Format / outil
<b>Suivi de la programmation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi financier et par thématique des actions soutenues par l'appel à projets</li> <li>• Suivi des co-financements au contrat de ville</li> <li>• Suivi convergence programmation TFPB - CV</li> <li>• Suivi des financements privés</li> <li>• Nb. et % de CPO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Roannais Agglomération</li> <li>• Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tableau de bord de l'AAP</li> <li>• Fichier CERFA dépôt de dossiers</li> </ul>
<b>Suivi des résultats et de l'impact des actions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi du nombre et du profil des bénéficiaires des actions (AAP, CPO)</li> <li>• Appréciation des effets des actions sur les bénéficiaires</li> <li>• Suivi des CPO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Porteurs de projets</li> <li>• Roannais Agglomération,</li> <li>• Référents communaux,</li> <li>• Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bilans annuels des porteurs de projets</li> <li>• Le cas échéant : temps de restitution spécifiques</li> </ul>
<b>Suivi de la mise en œuvre du contrat de ville</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etat d'avancement du plan d'actions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pilotes des actions</li> <li>• Roannais Agglomération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remontées des pilotes (indicateurs)</li> <li>• Support de synthèse (consolidation)</li> </ul>
<b>Observation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution de la situation socio-démographique des quartiers</li> <li>• Evolution des besoins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Roannais Agglomération</li> <li>• Ville de Roanne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portraits de quartiers</li> </ul>

## Les mobilisations des moyens découlant des abattements de TFPB

Outil majeur de la stratégie d'intervention en faveur des quartiers, la convention relative à l'abattement de TFPB permet d'allouer des moyens en faveur des quartiers, en cohérence avec la stratégie globale et les différents engagements posés dans le cadre du présent contrat. Cette convention sera **formalisée lors de la première année du contrat de ville** (année 2024), à l'aune de différents axes de travail qui constitueront le socle de la future convention (voir infra). L'ambition consiste à faire converger les programmations de la TFPB avec celle du contrat de ville, pour répondre aux besoins des habitants.

### a) Le cadre de référence qui invite à mobiliser des moyens en faveur du cadre de vie et du lien social dans les quartiers

L'article 1388 bis du code général des impôts prévoit un abattement de 30 % sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements locatifs sociaux des organismes HLM s'ils sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. Cette mesure, concernant les impositions de 2016 à 2022, vise à encourager l'amélioration de la qualité de vie urbaine dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs sociaux s'engagent à **mettre en œuvre plusieurs actions pour améliorer le cadre de vie dans les quartiers**.

Ces engagements sont formalisés par une **convention** signée avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de l'État, nécessaire pour bénéficier de l'abattement de la TFPB. Cette convention inclut des programmes d'actions triennaux, avec un suivi renforcé et des mises à jour régulières.

Le cadre national, relativement large dans son périmètre, définit également **huit axes d'intervention** pour l'utilisation de cet abattement, couvrant divers aspects de la vie urbaine : 1) la résolution et la prévention des conflits de voisinage, 2) des stratégies de lutte contre la consommation de stupéfiants, 3) l'amélioration de l'isolation phonique des logements, 4) des diagnostics en marchant pour la gestion urbaine de proximité, 5) la participation active des locataires dans les décisions de quartier, 6) des programmes de développement social et économique, 7) la promotion de la santé et du bien-être, et 8) des projets écologiques et durables.

La convention d'abattement de la TFPB sera élaborée dans le cadre de la mise en œuvre du présent contrat de ville de Roannais Agglomération.

### b) Les axes de travail envisageables sur les quartiers prioritaires de Roannais Agglomération

Dans le cadre de la future convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB, et en réponse aux enjeux identifiés lors du diagnostic préalable à l'élaboration du contrat de ville, différents axes de travail pourraient être mis en avant, en cohérence avec les orientations nationales rappelées précédemment :

1. *Gestion des conflits de voisinage* : actions de médiation et formations pour prévenir et résoudre les conflits, contribuant à une meilleure harmonie entre les résidents.
2. *Lutte contre la consommation de stupéfiants* : collaboration avec les autorités et programmes de prévention pour répondre aux problématiques liées aux stupéfiants.
3. *Amélioration de l'isolation phonique* : actions rénovations pour renforcer l'isolation phonique des logements, contribuant à un environnement plus calme et paisible.
4. *Renforcement et structuration de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP)* : organisation régulière de "diagnostics en marchant" pour évaluer les besoins des quartiers. Au-delà des seuls enjeux liés au cadre de vie, ces diagnostics permettront d'intégrer la question de la tranquillité publique et du vivre ensemble, des services à la population etc en identifiant les zones problématiques et les opportunités d'amélioration.

5. *Participation des locataires* : accompagnement / structuration de l'engagement des résidents dans les décisions concernant leur environnement, de manière à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté.
6. *Insertion sociale et professionnelle* : initiatives en cohérence avec les politiques nationales pour améliorer l'employabilité et réduire l'exclusion sociale.
7. *Promotion de la santé et du bien-être* : engagements de programmes de santé publique, y compris la sensibilisation aux risques liés aux stupéfiants, pour concourir à l'amélioration du bien-être général des habitants.
8. *Projets en lien avec les enjeux de transition environnementale* : intégration de pratiques durables dans les rénovations et la vie quotidienne, en accord avec les objectifs de développement durable.

Ces axes, tout en répondant aux problématiques spécifiques des trois QPV de Roannais Agglomération, viseraient à traduire une **approche globale** de l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers prioritaires. Les diagnostics en marchant, en particulier, organisés dans le cadre de la GUSP pourraient jouer un rôle central, permettant d'engager une **évaluation participative des besoins** et en contribuant à l'**identification de réponses** concourant à la tranquillité publique et au vivre ensemble.



## La mobilisation des acteurs privés dans les contrats de ville

La circulaire du 31 août 2023 indique que les financements dans le cadre des contrats de ville doivent assurer un **réel effet levier en maximisant les cofinancements publics et privés**. Les acteurs publics et privés (entreprises, fondations, etc.) mobilisables pour répondre aux enjeux locaux doivent être identifiés à chaque échelle territoriale.

Un investissement des acteurs privés dans les QPV est attendu dans une logique d'équipements (notamment sportifs...) ou d'aménagement (aide au financement de projets, en particulier émanant de la concertation citoyenne).

### Des exemples d'investissement d'acteurs privés dans les QPV :

- **L'implication des entreprises et plus largement des employeurs**, dans le cadre des précédents contrats de ville sur le volet insertion - emploi :
  - Le Pacte de Dijon (2018)
  - Via les clauses sociales d'insertion
  - À travers le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (paQte)
  - L'exemple des chartes de bonnes pratiques, ou en faveur de la lutte contre les discriminations
  - Exemple des Alpes-Maritimes, où en vue de la pleine réalisation de l'objectif social des conventions de revitalisation, le préfet, en mars 2019, a inséré une clause socio-urbaine visant à orienter la négociation vers l'accompagnement social et la création d'emplois au sein des QPV, au bénéfice des habitants en difficultés d'insertion professionnelles (jeunes sans qualification, seniors, travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de faible niveau de qualification)
- La **mobilisation potentielle de fondations** pour le soutien à certains porteurs de projets ou certains investissements sur les quartiers... (ex : Fondation BNP Paribas et son projet Banlieues ; Fondation FACE et son concours « S'engager pour les quartiers »)

La mobilisation des acteurs privés représente une opportunité dont le contrat de ville de Roannais Agglomération doit se saisir. Comme indiqué dans l'instruction du 4 janvier 2024, il est possible de signer avec la Banque publique d'investissement (BPI) à travers son programme Entreprendre Quartiers 2030, avec des fondations ou des entreprises privées.

## Les Signataires du Contrat de Ville Engagements Quartiers 2030 de Roannais Agglomération

Le Président de la Communauté d'Agglomération	
<b>Yves NICOLIN</b>	

Le Préfet de la Loire	
<b>Alexandre ROCHATTE</b>	

Le Président du Conseil Départemental	
<b>Georges ZIEGLER</b>	

Le Maire de Roanne	
<b>Yves NICOLIN</b>	

L'Inspecteur d'Académie Directeur Académique des Services de l'Education Nationale de la Loire	
<b>Thierry DICKELE</b>	

Le Procureur de la République de Roanne	
<b>Xavier LAURENT</b>	

<p>La Directrice Régionale de la Banque des Territoires</p> <p><b>Barbara FALK</b></p>	
<p>La Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de la Loire</p> <p><b>Marie Pierre BRUSCHET</b></p>	
<p>Le Directeur de l'ARS Loire</p> <p><b>Arnaud RIFAUX</b></p>	
<p>La Directrice Régionale AURA HLM</p> <p><b>Aïcha MOUHADDAB</b></p>	
<p>La Directrice d'OPHEOR</p> <p><b>Vincente VIAL</b></p>	
<p>La Directrice générale d'ALLIADE HABITAT</p> <p><b>Elodie AUCOURT- PIGNEAU</b></p>	

La Présidente de la délégation de  
Roanne de la CCI Lyon métropole -  
Saint-Étienne - Roanne

**Véronique MALDERIEUX**